

date de dépôt : 09 juillet 2010

demandeur : **MAIRIE DE MONISTROL SUR LOIRE**, représenté par Monsieur VALOUR Robert

pour : **Aménagement d'une zone d'activité e 3 ilots, avec un nombre maximum de lots de 15 ;**

adresse terrain : **lieu-dit Le Mazel, à Monistrol-sur-Loire (43120)**

**ARRÊTÉ**  
**accordant un permis d'aménager**  
**au nom de la commune de Monistrol-sur-Loire**

**Le maire de Monistrol-sur-Loire,**

Vu la demande de permis d'aménager présentée le 09 juillet 2010 par la MAIRIE DE MONISTROL SUR LOIRE, représenté par VALOUR Robert demeurant Avenue de la libération, Monistrol-sur-Loire (43120);

Vu l'objet de la demande :

- pour Aménagement d'une zone d'activité e 3 ilots, avec un nombre maximum de lots de 15 ; ;
- sur un terrain situé lieu-dit Le Mazel, à Monistrol-sur-Loire (43120) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le décret n°2008-1353 du 19 décembre 2008 ;

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 15/12/2004, ayant fait l'objet de révisions simplifiées en date des 26/07/2006 et 27/02/2009, partiellement annulé le 30/09/2008 par la CAA de Lyon sur le secteur Garet de la Côte et ayant fait l'objet de deux modifications en date du 2/10/2009 ;

ET notamment les dispositions applicables à la zone AUE ;

Vu l'avis réputé favorable de Direction Régionale des Affaires Culturelles ;

VU la demande présentée par Monsieur le Maire tendant à être autorisé à procéder à la vente des lots avant d'avoir exécuté les travaux de finition énumérés par l'article R 442-13 a) du code de l'urbanisme ;

VU l'engagement du demandeur de terminer lesdits travaux dans le délai fixé par le présent arrêté conformément aux dispositions de l'article R.442-13a du code de l'urbanisme ;

**ARRÊTE**

**Article 1**

Le permis d'aménager est ACCORDE sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

**Article 2**

Le nombre maximum de lots dont la réalisation est autorisée est de 15.

La surface de plancher hors œuvre nette maximale dont la construction est autorisée dans l'ensemble du lotissement est de 12 100 m².

La répartition de cette surface entre les différents lots devra être effectuée comme suit : la constructibilité sera déterminée à la vente de chaque lot par le lotisseur, qui fournira aux attributaires de

lots un certificat indiquant la SHON constructible sur le lot ; ce certificat devra être joint à toute demande de permis de construire.

### Article 3

La mairie de Monistrol sur Loire, représentée par Monsieur Robert VALOUR, est autorisée à procéder à la vente des terrains compris dans le lotissement susvisé avant exécution des travaux de finition.

Les travaux de finition visés au présent arrêté devront être achevés au plus tard le 25/10/2013.

### Article 4

La réalisation des travaux de viabilité devra être rigoureusement conforme aux dispositions du programme et des plans de travaux d'équipements annexés à la demande.

A l'achèvement des travaux primaires, une déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT) partielle devra être adressée, à la mairie par le lotisseur. En fin de travaux, une DAACT finale devra ensuite être adressée en mairie.

### Article 5

La délivrance des permis de construire pourra intervenir dans les conditions prévues à l'article R.442-18 du code de l'urbanisme :

- soit à compter de l'achèvement des travaux d'aménagement du lotissement à l'exception des travaux de finition, constaté conformément aux articles R.462-1 à R.462-10 (R.442-18 a) du même code et au dépôt d'une DAACT partielle.
- soit à l'appui du certificat du lotisseur attestant, sous sa responsabilité, de la réalisation de la viabilisation du lot (R.442-18 b du même code) lorsque le lotisseur a été autorisé à procéder à la vente des lots avant l'exécution des travaux. Ce certificat sera joint à la demande de permis de construire.

### Article 6

Dans les cinq ans suivant l'achèvement des travaux, en application de l'article L.442-14 du code de l'urbanisme, le permis de construire ne pourra être refusé ou assorti de prescriptions spéciales sur le fondement de dispositions d'urbanisme intervenues postérieurement à l'autorisation de lotissement.


### Article 7

Les aménagements destinés à assurer aux personnes à mobilité réduite, quel que soit leur handicap, l'accessibilité des voies publiques ou privées ouvertes à la circulation publiques et des autres espaces publics doivent satisfaire aux caractéristiques techniques réglementaires. Si ces obligations ne peuvent pas être respectées, le lotisseur devra alors solliciter une demande de dérogation.

Le 25 octobre 2010

L'adjointe déléguée à l'urbanisme,



  
Agnès Alexander

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme et en application du décret n°2008-1353 du 19 décembre 2008, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Commune de Monistrol-sur-Loire

date de dépôt : 22 octobre 2012

demandeur : MAIRIE DE MONISTROL SUR LOIRE, représentée par Monsieur VALOUR Robert

pour : modification de l'article 2.1.a sur les taille minimale d'emprise au sol

adresse terrain : lieu-dit Le Mazel, à Monistrol-sur-Loire (43120)

**ARRÊTÉ**  
**accordant un permis d'aménager**  
**au nom de la commune de Monistrol-sur-Loire**

**Le maire de Monistrol-sur-Loire**

Vu la demande de permis d'aménager présentée le 22 octobre 2012 par MAIRIE DE MONISTROL SUR LOIRE, représentée par Monsieur VALOUR Robert demeurant Avenue de la libération, Monistrol-sur-Loire (43120) ;

Vu l'objet de la demande :

- pour modification de la taille minimale d'emprise au sol des constructions (article 2.1.a des prescriptions architecturales et paysagères;
- sur un terrain situé lieu-dit Le Mazel, à Monistrol-sur-Loire (43120) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 15/12/2004, ayant fait l'objet de révisions simplifiées en date des 27/06/2006, 27/02/2009, 16/02/2011, partiellement annulé le 30/09/2008 par la CAA de Lyon sur le secteur Gare de la Côte et ayant fait l'objet de deux modifications en date du 2/10/2009 et d'une modification en date du 3/12/2010 ainsi que d'une modification simplifiée en date du 18/07/2010 ;


Vu le permis initial n° 04313710Y0001 accordé le 25/10/2010 ;

**ARRÊTE**

**Article 1**

Le permis MODIFICATIF est ACCORDE.

**La taille minimale d'emprise au sol des constructions est portée à 225m<sup>2</sup> au lieu des 300 m<sup>2</sup> prévus initialement.**

Le 14 janvier 2013  
L'adjointe déléguée à l'urbanisme,  
  
Agnès Alexander

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 24 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

date de dépôt : 17 juillet 2014

demandeur : **MAIRIE DE MONISTROL SUR LOIRE**, représentée par Monsieur LYONNET Jean-Paul

pour : **modification du règlement des prescriptions architecturales et paysagères**  
adresse terrain : **lieu-dit Le Mazel, à Monistrol-sur-Loire (43120)**

**ARRÊTÉ**  
**accordant un permis d'aménager**  
**au nom de la commune de Monistrol-sur-Loire**

**Le maire de Monistrol-sur-Loire**

Vu la demande de permis d'aménager présentée le 17 juillet 2014 par MAIRIE DE MONISTROL SUR LOIRE, représentée par Monsieur LYONNET Jean-Paul demeurant AV de la libération, Monistrol-sur-Loire (43120) ;

Vu l'objet de la demande :

- pour modification du règlement des prescriptions architecturales et paysagères ;
- sur un terrain situé lieu-dit Le Mazel, à Monistrol-sur-Loire (43120) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les pièces fournies en date du ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 15/12/2004, ayant fait l'objet de révisions simplifiées en date des 27/06/2006, 27/02/2009, 16/02/2011, partiellement annulé le 30/09/2008 par la CAA de Lyon sur le secteur Gare de la Côte et ayant fait l'objet de deux modifications en date du 2/10/2009 et d'une modification en date du 3/12/2010 ainsi que d'une modification simplifiée en date du 18/07/2010, et d'une révision simplifiée en date du 29/03/2013, et d'une mise à jour en date du 17/01/2014 ;  
ET notamment les dispositions applicables à la zone AUe ;

Vu le permis initial n° 04313710Y0001 accordé le 25/10/2010, modifié le 14/01/2013 ;

**ARRÊTE**

**Article 1**

Le permis MODIFICATIF est ACCORDE sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées ci-dessous.

**Article 2**

Les prescriptions antérieures restent applicables.

La hauteur maximale des constructions est fixée à 8,50 mètres par rapport à la hauteur des plates formes terrassées.

Fait à Monistrol sur Loire, le 25 juillet 2014

L'adjoint à l'urbanisme



Jean Pierre GIRAUDON

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 24 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.